

Les Syndicats FILPAC CGT AQUITAINE refusent la MORT **par ORDONNANCES du CODE DU TRAVAIL.**

JUPITER MACRON, Président de la France, et sa Ministre du Travail, DRH en chef, ont décidé d'euthanasier, par ordonnances, le Code du travail.

Hier et avant-hier, les gouvernements se « contentaient » de **Réformer** ; aujourd'hui launte ultra libérale au pouvoir veut **détruire le Code du travail**, ainsi que l'ensemble du système social solidaire français : Sécurité sociale, assurance chômage, retraites, formation professionnelle et son triptyque (formation/qualifications/ salaires)...

La répartition des rôles est d'une efficacité redoutable : le MEDEF ORDONNE, le gouvernement TRANSFORME et veut aller encore plus loin: la REFONDATION SOCIALE, son vieux fantôme !

Le CRA FILPAC CGT appelle l'ensemble des salariés à prendre conscience de l'ampleur des agressions sociales actuelles et ses conséquences sur le monde du travail. En effet, la transformation en profondeur de la société par la mise en place d'un programme ultralibéral, conduira à une inversion des valeurs fondamentales du système social français, basées sur la répartition des richesses. Ce gouvernement nous somme de revoir l'ensemble de notre modèle social issu de hautes luttes pour assurer au plus grand nombre, protection et sécurité. Cette vision sociétale, pensée par les patrons, généralisera précarité et paupérisation des travailleurs. Un retour en arrière conduira inexorablement, à l'insécurité sociale en transformant les salariés en sous prolétaires.

Le patronat DÉCRÈTE, le gouvernement OBTEMPERE de bonne grâce et se met en ordre de Marche.

Personne n'est à l'abri, **tout le monde est concerné : ouvriers, employés, cadres. Toutes nos branches seront touchées : Papier, Carton, Labeur / Graphique, Presse, Communication...**

Toutes nos conventions collectives sont menacées de disparition et/ ou fusions vers un alignement par le bas...

Tous nos accords syndicaux de groupes ou d'entreprises sont visés (via l'inversion de la hiérarchie des normes), les référendums d'établissements, et autres impostures anti-démocratiques n'ayant pour but que la **suppression des droits des salariés et des syndicats....**

Pouvons nous admettre la disparition **des droits et prérogatives**, causés par la suppression des DP / CE / CHSCT ?

Tout est mis en œuvre pour renforcer les privilèges **des patrons et actionnaires** : baisses fiscales, exonérations sociales, subventions multiples, **au détriment des salariés**: généralisation des emplois précaires, salaires laminés, protection sociale en voie de fiscalisation par le biais de la CSG ... Sur ce point, **les augmentations programmées de la CSG, pour les retraités et les actifs**, soi-disant pour « améliorer le pouvoir d'achat des salariés » est une **escroquerie passible d'actions de grèves multiples et variées**

Nous devons **réagir**, mais surtout **AGIR** pour stopper le « **génocide social** » enclenché par l'attelage ultra libéral GATTAZ / MACRON / PENICAUD !

Tous les militants FILPAC CGT doivent être sur le front de la lutte pour **informer, expliquer et débattre avec les salariés**, seule façon de les motiver, de leur redonner confiance afin de mener les luttes urgentes et décisives qui nous attendent.

Par ailleurs, les directions ne sont pas des « partenaires sociaux » mais des **adversaires sociaux**... Les élus CGT se doivent de mettre les pendules à l'heure vis à vis des patrons qu'ils rencontrent régulièrement (en CE / DP / CHSCT / CCE /CGE, etc.). Il faut vraiment clarifier nos positions. Quant au prétendu « dialogue social » c'est surtout un piège qui continuera à nous fragiliser.

Le CRA Filpac considère que les salariés et leurs élus CGT doivent refuser les effets de l'application des ordonnances Macron dans les entreprises, en se battant contre la suppression des prérogatives des DP/CE/CHSCT et en imposant aux patrons le retour du principe de faveur donnant aux accords d'entreprise la seule faculté d'améliorer le code du Travail et les Conventions collectives.

Le CRA Filpac-CGT rappelle que seule la mobilisation et la mise en œuvre du rapport de force, tant sur le plan local que national, sont en capacité de faire gagner les salariés face à l'offensive antisociale actuelle.